

VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 28 – 8 septembre 2023

§ Sommaire

Fait marquant

• Le gouvernement britannique allège les contraintes environnementales pour accélérer la construction de logement

Climat & Energie

- Claire Coutinho succède à Grant Shapps à la tête du Department for Energy Security and Net Zero
- Le gouvernement lève le moratoire sur l'éolien terrestre en Angleterre
- La dernière campagne d'attribution des CfD échoue à soutenir les projets d'éolien en mer
- Le Royaume-Uni menace de quitter le Traité sur la charte de l'énergie

Environnement

• Le gouvernement écossais et l'ONG WRAP demandent une interdiction nationale des cigarettes électroniques jetables

Industrie

• Tata Steel UK et le gouvernement britannique seraient en discussion pour assurer la décarbonation de la production d'acier à Port Talbot

Transports

- La pratique du vélo a baissé de 5,2 % en Angleterre en 1 an
- Le gouvernement réouvre son fond de soutien au déploiement des bus zéro émission

Fait marquant

Le gouvernement britannique allège les contraintes environnementales pour accélérer la construction de logement

Le <u>Ministère chargé du logement</u> a annoncé le 29 août dernier le dépôt à venir d'un amendement au projet de loi *Levelling Up and Regeneration* actuellement en cours de discussion au Parlement afin d'assouplir la règle tirée du droit européen selon laquelle tout nouveau projet immobilier ne doit pas accroître le niveau de pollution des eaux en nitrates. Concrètement, les promoteurs ne seront plus tenus de compenser les pollutions engendrées par leurs nouveaux programmes immobiliers. Selon le gouvernement, cette mesure permettra de construire 100 000 logements neufs dans un contexte d'importants besoins et de forte tension sur le marché de la construction. Si le ministère reconnaît que la pollution des eaux britanniques reste un problème important, la contribution des nouveaux projets de construction à la pollution des eaux serait selon lui très faible et bien inférieure à celle du secteur agricole. En contrepartie, le gouvernement s'est engagé à mettre en place des mesures supplémentaires de réduction de la pollution des eaux et de restoration des eaux, y compris en doublant le montant du programme porté par *Natural England* pour lutter à la source contre les pollutions aux nitrates.

Cette décision a été interprétée comme une « régression environnementale » par l'<u>Office for Environmental Protection</u>, l'autorité administrative chargée de veiller à la bonne application du droit de l'environnement au Royaume-Uni. Dans une lettre adressée au gouvernement, la présidente de l'institution, Dame Glenys Stacey, soulignait que le ministère n'avait pas suffisamment précisé comment les nouvelles mesures annoncées allaient permettre de tenir les objectifs de qualité des eaux et de protection des habitants.

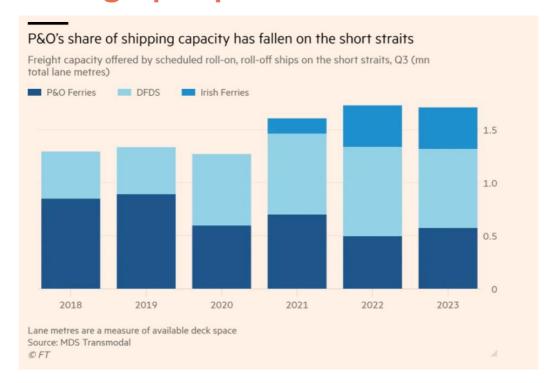
Le chiffre de la semaine

43

L'indice PMI (Purchasing Managers' Index) dans l'industrie manufacturière britannique était de 43 au mois d'août (45,3 en juillet), soit sont plus bas niveau depuis mai 2020. Pour mémoire un chiffre inférieur à 50 indique une contraction de l'activité. La production manufacturière a reculé pour le sixième mois consécutif, un recul qui s'expliquerait principalement par un ralentissement des conditions de marché, un ralentissement des commandes et les efforts pour réduire leurs stock de produits finis. Malgré cette situation 56 % des entreprises manufacturières s'attendent à une reprise de l'activité dans les 12 prochans mois.



Le graphique de la semaine



Selon MDS Transmodal, société de conseil spécialisée dans les questions maritimes, les services assurés par <u>P&O Ferries</u> ont représenté au T3 34 % des capacités de fret de navires rouliers (transportant à la fois touristes et camions) dans le détroit entre le Kent et le nord de la France. Ce chiffre était d'environ 66 % en 2019 lorsque la compagnie de ferry a été rachetée par le groupe maritime DP World. MDS Transmodal estime ainsi que P&O « n'est plus un acteur majeur du trafic européen de ferries ». La compagnie s'est défendue en soulignant que la variable utilisé (la capacité de fret) ne constituait pas un indicateur de la santé économique de l'entreprise et a rappelé qu'elle demeurait le premier acteur pour le transport de marchandises entre Douvres et Calais. P&O Ferries a par ailleurs annoncé suspendre son trajet Liverpool-Dublin. Selon la compagnie le gestionnaire du port de Liverpool, Peel Ports, aurait décidé de « ne pas renouveler le contrat » de P&O et n'aurait pas laissé « d'alternative viable ».

Climat & Energie

Flash — La <u>Haute Cour de Justice</u> a jugé recevable le recours formé par les ONG Friends of the Earth, ClientEarth et Good Law Project contre la stratégie Net Zero du gouvernement telle qu'elle

résulte de sa révision de mars 2023. Les ONG jugent en effet que la stratégie révisée ne répond pas aux exigences fixées par la loi sur le changement climatique. La date de l'audience n'est pas encore fixée.

Flash — Après avoir refusé de rejoindre le programme *Euratom* piloté par l'Union européenne, le gouvernement britannique a <u>dévoilé un plan de 650 M£ de soutien à la R&D dans le domaine de la fusion nucléaire</u> jusqu'en 2027. Ces financements s'ajoutent aux 126 M£ de financments annoncés en novembre 2022.

Claire Coutinho succède à Grant Shapps à la tête du Department for Energy Security and Net Zero

Le Premier Ministre Rishi Sunak a choisi Claire Coutinho pour succéder à Grant Shapps à la tête du Department for Energy Security and Net Zero, ce dernier étant nommé au Ministère de la Défense en remplacement de Ben Wallace. Cette députée conservatrice de 38 ans est réputée pour être une fidèle du Premier ministre et présentée comme une figure montante du Parti Conservateur. Elle était auparavant Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'éductation.

Le gouvernement lève le moratoire sur l'éolien terrestre en Angleterre

Le Ministre en charge du développement territoriale (Levelling Up), Michael Gove, a annoncé un assouplissement des règles de planification et d'aménagement du territoire signifiant la fin du moratoire de facto sur l'éolien terrestre en vigueur depuis 2015. En effet, selon les règles en vigueur jusqu'à présent, il suffisait qu'un riverain au projet manifeste son opposition pour que le projet soit bloqué. Par ailleurs, les projets d'éolien terrestre devaient être inscrits au préalable dans les documents de planification locale, qui couvrent des périodes de plusieurs années, afin que les autorités locales puissent donner leur approbation aux projets. Dans le nouveau système déjà entré en vigueur, les autorités locales devront tenir compte de l'opinion publique locale dans son ensemble avant de se prononcer et pourront approuver le développement d'un nouveau projet même s'il ne figure pas dans le document de planification locale. En outre, le gouvernement devrait annoncer plusieurs mesures, qui pourraient comprendre des incitations financières, de nature à favoriser l'acceptabilité locale des parcs éoliens. Ce revirement intervient après une longue campagne menée par une partie des députés conservateurs à la tête de laquelle on retrouve notamment Alok Sharma, Liz Truss ou Boris Johnson.

La dernière campagne d'attribution des CfD échoue à soutenir les projets d'éolien en mer

Le gouvernement a annoncé jeudi 7 septembre les <u>résultats</u> de la <u>cinquième campagne</u> <u>d'attribution des Contracts for Difference</u> (CfD), principal mécanisme de soutien au développement des énergies renouvelables au Royaume-Uni comparable au « complément de rémunération » français. Au terme de cette campagne, aucun projet d'éolien en mer n'a obtenu de CfD, le prix de réserve fixé par le gouvernement se revélant trop faible pour assurer la rentabilité des projets dans le nouveau contexte inflationniste. Les commentateurs tiennent le gouvernement responsable de cet échec, qui risque de ralentir la transition bas-carbone du pays. Le

gouvernement souligne néanmoins le succès de cette dernière campagne qui est parvenu à soutenir 95 projets – un recourd - d'énergie solaire, d'éolien terrestre, d'hydrolien et de géothermie. Ces projets ne représentent toutefois qu'une capacité cumulée de 3,7 GW, le plus faible niveau depuis 2017. Le gouveremement a indiqué qu'il réfléchissait à augmenter le prix de réserve en vue de la prochaine campagne qui s'ouvrira en mars 2024.

Le Royaume-Uni menace de quitter le Traité sur la charte de l'énergie

Dans un communiqué de presse, le <u>gouvernement britannique</u> a annoncé réexaminer son adhésion au Traité sur la charte de l'énergie, signé en 1994 et qui accorde une protection aux investissuers dans des projets d'énergie fossile contre tout changement de réglementation pouvant affecter la pérennité des projets. A ce stade, le gouvernement attend de voir si les évolutions négociées l'an dernier seront définitivement adoptées par les Parties en novembre prochain, le Royaume-Uni préférant rester Partie à un traité modifié plutôt que de le dénoncer définitivement.

Environnement

Flash – Dans le cadre du remaniement du *Shadow Cabinet* opéré par le leader du parti travailliste Keir Starmer, le député travailliste Steve Reed a succédé à Jim McMahon en tant que Ministre fantôme de l'environnement. De son côté, Ed Miliband, le ministre fantôme de l'énergie et du climat, reste en place.

Le gouvernement écossais et l'ONG WRAP demandent une interdiction nationale des cigarettes électroniques jetables

Alors que les initiatives se multiplient en Europe, le <u>gouvernement écossais</u> a annoncé l'ouverture d'une consultation l'an prochain sur l'interdiction de vente des cigarettes électroniques à usage unique, celles ici étant décrites par le Premier Ministre Humza Yousaf comme une « menace aussi bien pour la santé publique que pour l'environnement ». De son côté, l'ONG WRAP, spécialisée sur la question des déchets, a demandé au gouvernement britannique d'avancer vers une interdiction de ces produits, soulignant que le lithium présent dans l'ensemble de telles cigarettes jetées chaque année représentait l'équivalent de 1200 batteries pour voitures électriques. Ces demandes s'ajoutent à celles formulées en juillet 2023 par plusieurs autorités locales d'Angleterre et du Pays de Galles via la Local Government Association qui réclamaient la fin de vente des cigarettes électroniques à usage unique d'ici 2024. Le ministère chargé de l'environnement n'a pour l'instant pas réagi.

Industrie

Flash – Le gouvernement a octroyé $50 \, \text{M}\Sigma$ de financements à une trentaine de projets industriels « de pointe » notamment dans le domaines des véhicules autonomes et connectés.

Tata Steel UK et le gouvernement britannique seraient en discussion pour assurer la décarbonation de la production d'acier à Port Talbot

Selon <u>Sky News</u>, le groupe sidérurgique indien Tata Steel serait sur le point de conclure un accord avec le gouvernement britannique pour préserver les hauts fourneaux de Port Talbot au Pays de Galles. En complément des 700 M£ d'investissement prévus par le sidérurgiste, le gouvernement s'engagerait ainsi à investir 500 M£ pour accompagner l'installation de fours à arc électrique, qui permettra de produire de l'acier décarboné et ainsi sécuriser la production britannique soumise à une concurrence internationale croissante sur ce marché.

Transports

Flash – Dans le cadre de l'examen parlementaire du projet d'<u>Energy Bill</u>, le <u>Department for Transport</u> (DfT) a promis de lancer une nouvelle consultation en vue d'instaurer un mécanisme destiné à sécuriser le chiffre d'affaires des producteurs de carburant aériens durables.

La pratique du vélo a baissé de 5,2 % en Angleterre en 1 an

Alors que le gouvernement souhaite accroître la part des mobilités actives, les <u>dernières statistiques</u> publiées par le *DfT* révèlent que la pratique du vélo a baissé de 5,2 % entre juin 2022 et juin 2023 en Angleterre tandis que le trafic motorisé progressait de 2,3 % sur la même période. Après un pic en mars 2021, le nombre de voyages a vélo est aujourd'hui retombé sous les niveaux pré-covid.

Le gouvernement réouvre son fond de soutien au déploiement des bus zéro émission

Le *DfT* a annoncé la réouverture de son <u>Zero Emission Bus Regional Areas</u> (ZEBRA) avec la mise à disposition des autorités locales anglaises (hors Londres) d'une nouvelle tranche de 129 M£. Les premiers 25 M£ devraient être fléchés vers les territoires ruraux où l'installation de bornes de recharge pour les bus électriques est plus coûteuse. Pour mémoire, la première tranche du programme ZEBRA avait permis de financer 1300 bus zéro émissions. Par la même occasion, le Ministre des transports, Mark Harper, a annoncé avoir atteint l'objectif de 4000 bus zéro émission déployés.

VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT DE LONDRES

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.



Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Karine Maillard

Pour s'abonner :